

TRAVAUX DE LA CHAIRE ARCHITECTURE INTERNATIONALE
DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

L'efficacité de l'aide : quelles évolutions de la littérature depuis deux décennies ?

LISA CHAUVET & MARIN FERRY

 LISA CHAUVET, Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CES.

 MARIN FERRY, Maître de conférences, Université Gustave Eiffel, Érudite.

Résumé

Dans la perspective des Objectifs du Développement Durable et à l'aune du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial organisé en juin prochain à l'initiative de la présidence française, la question de l'efficacité de l'aide revient plus que jamais sur le devant de la scène. L'augmentation des besoins financiers nécessaires au développement économique et social dans un contexte de menaces climatiques croissantes et de fortes contraintes budgétaires dans les pays du Nord invite les décideurs politiques à faire en sorte que chaque dollar, euro, ou yuan dépensé impacte son destinataire. Si la communauté scientifique a, depuis les indépendances et jusqu'à la fin des années 2000, tenté d'alimenter les débats autour de l'efficacité de l'aide, force est de constater que les conclusions restent encore fragiles. Néanmoins, depuis une vingtaine d'années et en s'appuyant sur cette expérience mitigée, la science s'est adaptée et renouvelée afin de surpasser les entraves méthodologiques des études passées et apporter un nouveau regard sur ces questions. Qu'a-t-elle ajouté à ce débat supposé sans fin ? Cet article tente d'y répondre en décortiquant les contributions récentes de la littérature sur l'efficacité de l'aide.

I. Introduction

Le débat sur l'efficacité de l'aide est aussi vieux que l'aide elle-même et a abouti, dans les années 80 à la formulation d'un paradoxe dit « micro-macro » (Mosley, 1987) : en dépit d'une évaluation positive des projets d'aide, il est difficile de mettre en évidence un effet positif de l'aide au niveau agrégé, notamment en termes de croissance. La fin de la Guerre froide a relancé l'intérêt pour cette question, en raison notamment de la forte diminution que connaissait l'aide dans les années 90 et des critiques adressées au système des conditionnalités qui, en imposant des réformes structurelles aux pays receveurs, allait à l'encontre des pressions internationales pour plus de démocratie dans les pays en développement¹ et pour une redevabilité accrue des gouvernements auprès de leurs citoyens plutôt que des institutions de Bretton Woods.

L'intense débat qui a fait rage tout au long des années 2000 a porté sur deux aspects. Le premier concerne les facteurs susceptibles de favoriser un effet de l'aide en matière de croissance. Partant de l'hypothèse que l'aide est fongible, et du constat de divergences dans les préférences et les priorités des bailleurs et des receveurs quant à l'utilisation de l'aide, le travail de Burnside & Dollar (2000) défend que l'aide est particulièrement efficace dans les pays ayant une *bonne gouvernance*. La *bonne gouvernance* joue alors le rôle de signal pour les donateurs que l'aide sera utilisée à bon escient et, malgré sa fongibilité, en ligne avec leurs priorités. L'idée que l'effet de l'aide dépend des caractéristiques des pays en développement a fait peu de débat. En revanche, le type de caractéristiques influençant l'efficacité de l'aide a donné lieu à de nombreuses analyses. Pour certains, ce sont les institutions politiques, plus que la bonne gouvernance économique, qui déterminent l'efficacité de l'aide. Dans les pays démocratiques, la redevabilité politique des gouvernants assure que les fonds seront investis dans les biens publics (Boone, 1996 ; Kosack, 2003). Dans les pays autocratiques en revanche, l'aide peut être capturée par une élite politique kleptocratique. Wright (2008) met en évidence que la façon dont l'aide est utilisée par les autocrates dépend de leur horizon temporel : s'ils craignent d'être renversés ils tendent à moins investir l'aide dans les biens publics et sécurisent leur position. L'aide semble également être plus efficace dans les pays soumis à des chocs externes, qu'ils soient climatiques ou commerciaux (Guillaumont & Chauvet, 2001 ; Collier & Dehn, 2001 ; Chauvet & Guillaumont, 2009). En compensant les pays soumis à ces chocs, l'aide joue un rôle d'amortisseur qui protège le processus de croissance. D'autres facteurs amplifiant l'efficacité de l'aide, telles que les situations de post-conflits (Collier & Hoeffler, 2004), ont également été mis en évidence dans la littérature. Les auteurs montrent que l'aide est plus efficace durant la première décennie de post-conflit, en raison de la capacité d'absorption croissante de ces pays, qui y est en moyenne deux fois plus élevée que dans les pays à faible revenu. Ils montrent également que cela compense la faiblesse de la gouvernance dans ces pays (qui y rend l'aide moins efficace). Le débat sur les conditions favorables à un effet de l'aide sur la croissance économique souligne l'impact hétérogène de l'aide dont l'effet dépend des caractéristiques des pays en développement (Guillaumont & Wagner, 2014, Chauvet 2015). Cette hétérogénéité est au cœur de la relation non-linéaire entre l'aide et la croissance mise en évidence au début des années 2000 et qui suggère que l'aide a des rendements marginaux décroissants en raison des limites à la capacité d'absorption (Hansen & Tarp, 2000 ; Guillaumont & Guillaumont Jeanneney, 2010). Wagner (2014) va au-delà en confirmant à la fois l'hypothèse de limites à la capacité d'absorption, mais en montrant également que l'aide perd aussi en efficacité quand elle est trop faible, en ligne avec l'argument de *Big Push*. Finalement, il apparaît que l'hétérogénéité de l'effet de l'aide est une source d'information

¹ Pressions initiées par le discours de La Baule en 1990.

sur les déterminants de la capacité d'absorption de l'aide : institutions, choc externes, situations de post-conflits, autant de facteurs qui ouvrent à une plus grande capacité d'absorption de l'aide.

La réflexion sur les conditions d'une plus grande capacité d'absorption de l'aide a été essentielle pour déterminer les implications en matière d'allocation de l'aide du débat sur son efficacité. En effet, alors que l'aide avait fortement diminué pendant les années quatre-vingt-dix et que la communauté internationale s'était engagée à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement en 2000, l'idée d'une aide plus sélective, qui ciblerait les pays dans lesquels elle est plus efficace est apparue. La règle d'allocation de l'aide proposée par Collier et Dollar (2001, 2002) pose les fondations d'une allocation fondée sur les performances (PBA – Performance Based Allocation) où l'aide, en ciblant les pays ayant une bonne gouvernance économique et politique permettrait de réduire la pauvreté de façon plus importante. A cette règle d'allocation fondée sur l'efficacité de l'aide, Cogneau et Naudet (2007) proposent une alternative fondée sur le principe d'égalité des chances, en s'appuyant sur les travaux de Llavador et Roemer (2001), eux même inspirés de la théorie de la justice de Rawls. L'aide, d'après cette règle d'allocation, ciblerait alors en priorité les pays faisant face à des handicaps structurels plus importants, et permettrait de compenser ces handicaps. Alors que les handicaps structurels sont saisis, dans ces premiers travaux, par les perspectives de croissances des pays, Guillaumont, Guillaumont Jeanneney et Wagner (2017) puis Guillaumont et al. (2023) proposent de tenir compte de la vulnérabilité des pays aux chocs externes économiques et politiques, et modélisent une allocation fondée sur les performances et la vulnérabilité de l'aide (PVBA - Performance and Vulnerability Based Allocation) renforçant ainsi la question de la justice dans l'allocation de l'aide.

Le deuxième aspect sur lequel a porté le débat concerne la validité scientifique des résultats mis en évidence au début des années 2000. Que les résultats de ces études aient eu des implications de politiques économiques importantes, notamment en matière d'allocation d'aide, explique en partie l'assaut de critiques méthodologiques auxquelles elles ont fait face. Les études économétriques d'alors souffraient de deux grandes faiblesses méthodologiques : (1) la dépendance à l'échantillon ; (2) l'endogénéité. Dès 2004, Easterly et al. mettent en évidence la très grande fragilité des résultats obtenus par Burnside et Dollar : en ajoutant six pays à l'échantillon et/ou une période temporelle, la relation entre aide, croissance et *bonne gouvernance* disparaît. Il semble donc que considérer dans un même échantillon des pays aux caractéristiques très différentes rende difficile l'estimation d'une relation stable et uniforme entre croissance et aide. Une façon de réduire l'hétérogénéité de l'effet de l'aide, et d'estimer une relation moins fragile, consiste à considérer un échantillon de pays aux caractéristiques proches, ce que fait Bruckner (2014) en se concentrant sur les pays les moins avancés. Il met alors en évidence que l'aide a un effet positif sur la croissance de ces pays, et ce, quelles que soient leurs caractéristiques institutionnelles. Par ailleurs, alors que les essais randomisés contrôlés (ERC, randomized controlled trial (RCT) en anglais) révolutionnent l'analyse des politiques publiques, l'étude de l'efficacité de l'aide au niveau agrégé est critiquée pour son incapacité à mettre en évidence des relations causales claires entre aide et croissance. Le problème de l'endogénéité de l'aide par rapport à la croissance provient d'une part du fait que les donateurs allouent leur aide en fonction des perspectives de croissance des pays receveurs (il existe une causalité inverse) et d'autre part du fait que les pays qui font face à plus de difficultés (comme des chocs climatiques ou des catastrophes naturelles) tendent à la fois à recevoir plus d'aide et à avoir des performances de croissance plus faibles. Ces deux sources de biais auront tendance à créer une corrélation négative entre l'aide et la croissance, et rendent difficile l'estimation d'un lien causal entre les deux (Deaton,

2010). La littérature sur l'efficacité de l'aide entre alors dans une phase nouvelle (initiée par Rajan & Subramanian, 2005, 2008), durant laquelle les auteurs cherchent à améliorer l'estimation d'un effet causal de l'aide sur la croissance. Une fois encore l'hétérogénéité des pays en développement est au cœur du problème. Pour trouver une source exogène de variation de l'aide, il est plus facile de travailler sur des pays qui se ressemblent : soit parce qu'ils reçoivent l'aide de donateurs bien particuliers (l'aide des pays arabes par exemple (Werker et al., 2009)), soit parce qu'ils reçoivent un type d'aide spécifique (comme l'aide alimentaire (Nunn & Qian, 2014)), soit parce qu'ils connaissent une évolution identique (la graduation de l'AID (Galani et al., 2017)). En améliorant les performances des estimations en matière de causalité, on perd dans la généralisation des résultats, car on se concentre sur des groupes de pays ayant des caractéristiques similaires ; on gagne en validité interne mais on perd en validité externe, un arbitrage fréquent dans l'analyse des politiques publiques.

Les biais engendrés par l'étude de relations très agrégées et la prolifération de nouvelles méthodes économétriques ont alors conduit à un revirement dans l'approche des questions sur l'efficacité de l'aide. La généralisation de larges bases de données microéconomiques sur les conditions de vie des ménages dans les pays en développement, sur leurs perceptions des politiques publiques et des institutions ainsi que l'essor de l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG) donnent naissance à une nouvelle génération d'études sur l'efficacité de l'aide. En s'éloignant des approches résolument macroéconomiques au profit de modélisations macro-micro ou purement microéconomiques, ces travaux revisitent la relation aide-croissance, poussent l'analyse des effets hétérogènes de l'aide et parviennent à identifier les canaux à travers lesquels ces financements soutiennent le développement économique et social des pays récipiendaires. La disponibilité des nouveaux types de données permet également d'aller au-delà de la croissance et d'examiner l'efficacité de l'aide en termes de bien-être, d'évolution institutionnelle ou de problématiques liées au changement climatique (adaptation et atténuation).

II. Resserrer la lunette d'observation : l'apport des données microéconomiques

L'essor des données issues d'enquêtes ou de celles issues d'images satellitaires a permis d'examiner de nouveaux aspects de l'efficacité de l'aide, et d'explorer les comportements économiques des agents dans les pays qui reçoivent de l'aide publique au développement.

1. Mesurer le développement et la croissance autrement

Si les enquêtes auprès des ménages sont depuis longtemps utilisées par les économistes du développement afin d'étudier les choix et actions des agents économiques, leur mobilisation dans les recherches sur l'efficacité de l'aide publique au développement est relativement récente.

Disponibles depuis la fin des années 1980 pour certains pays en développement, mais généralisées à un grand nombre d'entre eux au début des années 2000, les *Demographic and Health Surveys* sont des enquêtes ménages, standardisées dans le temps et l'espace, capturant divers indicateurs relatifs aux conditions de vie et de santé des ménages et des individus qui les composent, représentatives au niveau national et régional. De même, les enquêtes *Afrobarometer*, disponibles depuis la fin des années 1990, se sont rapidement développées jusqu'à devenir aujourd'hui la référence des enquêtes sur les perceptions et attitudes des individus vis-à-vis de leurs institutions, de la démocratie, de leur

économie ou encore du lien social prévalant dans leurs pays de résidence. Enfin, la Banque mondiale collecte également depuis le début des années 2000 des données d'enquêtes sur les entreprises formelles des pays en développement (les *World Bank Enterprise Surveys*) pour lesquelles de nombreuses informations sur le processus de production, les contraintes rencontrées ou encore l'organisation managériale sont disponibles. La généralisation de ces sources d'information et leur mobilisation de plus en plus systématique a ainsi favorisé l'émergence de nouvelles recherches sur les impacts microéconomiques de l'aide, notamment sur les conditions économiques et sociales des populations ciblées par ces flux financiers ou encore sur les entités productrices du secteur privé.

En parallèle à l'expansion des données d'enquêtes, les économistes ont, depuis le milieu des années 2000, recours à des données issues d'images satellites pour créer des mesures de développement local. Ainsi, leur adaptation aux outils de système d'information géographique (SIG) a-t-elle permis à ces derniers de définir des mesures de la croissance au niveau local, difficilement appréciable jusqu'alors, à travers notamment les données de luminosité de nuit, dont la variation temporelle est censée refléter le dynamisme économique de la zone considérée. En s'appuyant sur l'imagerie satellitaire, les données de luminosité de nuit, observable quotidiennement et a minima pour une zone (un pixel) géographique de 300m à 3km de côté ont ainsi conduit les économistes à affiner leur lunette d'observation.

2. Mesurer l'aide au niveau sectoriel et spatial

Conjointement à cette réduction d'échelle de l'unité d'observation, notamment pour les mesures de développement, un effort a également été déployé du côté des bailleurs internationaux au sein du Comité d'aide au développement (CAD), pour affiner l'information sur les flux d'aide octroyés. Bien que disponibles depuis 1995, une amélioration sensible depuis 2002 des données sectorielles d'aide (issues du *Creditor Reporting System* du CAD), notamment en termes d'harmonisation, a permis aux chercheurs d'étudier l'efficacité de l'aide en fonction des secteurs de destination et des caractéristiques de projets, contribuant ainsi à affiner les analyses en fonction des différents types d'aide alloués et à enrichir les discussions autour de l'hétérogénéité de la relation aide-croissance et aide-développement dans une plus large mesure.

Alors que les premiers chantiers consistant à harmoniser les grandes bases de données macroéconomiques et à améliorer la saisie des projets d'aide reportés par les bailleurs en vue d'améliorer la transparence et la redevabilité des gouvernements donateurs ont été entrepris suite à la déclaration de Paris (2005), un autre plus microéconomique s'est donné pour objectif d'identifier la localisation précise des projets financés par l'aide publique au développement dans les pays récipiendaires. Sous l'impulsion du centre de recherche AidData hébergé aujourd'hui au William & Mary's Global Research Institute, la production de données géo-référencées (permettant de conduire des analyses spatiales à un niveau très désagrégé) s'est ainsi portée sur les problématiques liées au financement du développement. Grâce aux travaux de plusieurs chercheurs, il a alors été possible à travers des missions de terrain mais également des rapports plus précis sur les projets d'aide financés notamment par la Banque mondiale et la Chine, d'identifier le point d'impact de ces projets d'aide (Tierney et al., 2011).

Dans un premier temps, ces bases de données d'aide géo-référencées se sont principalement concentrées sur les projets financés par l'aide chinoise. Afin d'apprécier la montée en puissance de

la seconde économie mondiale dans la coopération internationale et le financement du développement, et compte tenu de leur refus de se conformer aux principes du CAD sur la déclaration des flux d'aide publique au développement, des travaux privilégiant une approche par projet et mobilisant diverses sources officielles (documents annuels de l'EXIM Bank et des pays récipiendaires) et non officielles (visites de terrain sur des projets financés par la Chine, ou sources journalistiques) ont été entrepris afin de capturer l'étendue de l'influence chinoise dans le paysage financier du développement.

Etendus aux projets de la Banque mondiale (ceux financés par l'Association Internationale du Développement (AID) en particulier) et forts de leur succès, ces travaux furent par la suite appliqués à d'autres pays donateurs émergents ou non-alignés aux principes du DAC (comme l'Inde), permettant ainsi d'apprécier la diversité des donneurs bilatéraux dans l'architecture internationale de l'aide et d'obtenir une vision plus exhaustive de la distribution spatiale des projets financés par l'aide publique au développement.

La production de ces données d'aide géo-référencées est arrivée à point nommé car elle s'inscrit dans la mobilisation de plus en plus marquée des bases de données microéconomiques discutées précédemment pour lesquelles le géo-référencement des unités d'observation est quasi-systématiquement renseigné depuis le début des années 2010.

3. Utiliser la granularité pour comprendre les mécanismes et pour dépasser les problèmes méthodologiques

D'un point de vue méthodologique, l'apport des données microéconomiques géo-référencées est multiple pour l'étude de la relation aide-développement car leur utilisation permet, d'une part, de raffiner les analyses macroéconomiques de l'impact de l'aide en explorant les mécanismes micro-économiques sous-tendant l'efficacité de l'aide, et d'autre part de dépasser les problèmes méthodologiques classiques inhérents à l'identification d'une relation de cause à effet entre deux variables fortement dépendantes l'une de l'autre, l'aide répondant, par définition, à un besoin de développement.

Si les études économétriques portant sur l'efficacité de l'aide mobilisant ces données très désagrégées visent à identifier en général un effet moyen de l'aide, le fait de pouvoir allouer à une zone géographique (région, district) ou à un petit sous ensemble d'individus un ou plusieurs projets d'aide en fonction de la distance de ces unités aux projets ouvre un nouveau champ de possibilités dans l'exploration des mécanismes et des effets hétérogènes de l'aide. Il est ainsi possible de savoir si, au sein d'un pays récipiendaire, les projets d'aide ont été plus ou moins efficaces dans la promotion du développement économique, par exemple pour les régions ou les individus les plus pauvres, les plus contraints en crédit ou les plus enclavés, et d'en inférer des conclusions quant à la capacité de ces financements à réduire la pauvreté ainsi que les inégalités intra-pays, et ce à travers des canaux spécifiques (e.g. le relâchement de la contrainte financière).

D'autre part, le recours à ces données très fines et désagrégées a également permis aux économistes du développement d'améliorer leurs outils économétriques visant à évaluer la relation de cause à effet entre les montants d'aide octroyés et les gains (ou pertes) engendrés en termes de croissance économique et de développement humain. Suite à l'essor des méthodes d'évaluation par essais

randomisés contrôlés (ERC) initié au début des années 2000, de nouvelles techniques économétriques ont été développées dont l'ambition était, comme dans les ERC, d'identifier des unités dites « de contrôle » pertinentes malgré l'absence d'une allocation aléatoire des programmes de développement (puisque ceux-ci ciblent des espaces géographiques et des populations aux caractéristiques particulières). Le caractère séquentiel des projets d'aide et la capacité d'identifier géographiquement les bénéficiaires actuels et futurs au sein d'un même pays ont par exemple conduit les chercheurs à évaluer l'impact de ces programmes sur les populations ciblées relativement à d'autres populations de la même région, plus éloignées mais futures bénéficiaires des programmes d'aide, réduisant ainsi le biais dit « de sélection ».

Qui plus est, la possibilité d'évaluer les bénéfices de l'aide publique au développement au niveau local et donc comparativement aux populations ou zones géographiques d'un même pays, permet là aussi de prendre en considération l'effet de tous les événements économiques, sociaux, environnementaux ou encore politiques enregistrés à l'échelle nationale. L'analyse peut alors être conduite dans une dimension intra-pays et non plus inter-pays, comme c'était le cas dans les études macroéconomiques antérieures. En effet, une des difficultés méthodologiques inhérentes à ces analyses consistait à s'assurer qu'au niveau macroéconomique l'effet observé de l'aide sur divers indicateurs de développement ne capturerait pas la contribution d'autres événements qui se seraient déroulés simultanément et qui auraient échappé au contrôle des économistes, que cela s'explique par le manque d'accès à certaines informations ou à l'incapacité de les mesurer quantitativement.

Cependant, si le niveau de granularité géographique de ces données d'aide publique au développement revêt de nombreux avantages, seuls les projets d'aide de la Banque mondiale (AID) et de la Chine sont géo-référencés, même si un effort s'observe dans le recensement exhaustif des projets d'aide reçus (pour certains pays comme l'Ouganda ou le Népal par exemple). Par conséquent, les études sur l'impact de l'aide peuvent facilement conduire à identifier une absence d'effet compte tenu de la part relativement faible de ces flux dans les montants totaux déboursés par les bailleurs officiels. Qui plus est, l'utilisation de ces données conduit aussi à faire abstraction de certains pans de l'aide publique au développement déboursés par les bailleurs et sur lesquels la littérature existante ne parvient pas encore à un consensus quant à leurs effets. Ces données géo-référencées capturent en effet uniquement l'aide dite « projet » à destination des pays bénéficiaires et omettent donc de l'analyse l'ensemble des appuis budgétaires, qui pour encore un grand nombre de pays en développement constitue une part non négligeable des flux d'aide reçus.

III. Efficacité de l'aide à l'aune des nouvelles données et des innovations méthodologiques

1. Aide et croissance sous-nationale

En utilisant les données présentées ci-dessus, notamment celles d'intensité lumineuse de nuit et d'aide géo-référencées, plusieurs articles ont tenté de revisiter la relation aide-croissance au niveau sous-national, en s'appuyant sur des méthodologies économétriques plus récentes permettant de mieux identifier l'effet causal de l'aide sur la croissance à des niveaux plus désagrégés. Ainsi Dreher & Lohmann (2015) analysent-ils l'impact des projets d'aide financés par la Banque mondiale entre 2001 et 2011 sur la croissance sous-nationale de 130 pays en développement. En l'absence de données sur la variation de la valeur ajoutée pour des niveaux géographiques plus fins que le

territoire national, ils utilisent le taux de croissance de la luminosité nocturne comme approximation de la croissance au niveau régional et départemental. A l'aide d'une méthode empirique développée par Galiani et al. (2017) utilisant le changement de catégorie de revenu des pays en développement (notamment le passage de pays à faible revenu à pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, i.e. la graduation de l'AID) comme source d'exogénéité de la variation de l'aide, et en couplant ce changement de catégorie à la probabilité d'allocation de projets d'aide au niveau des régions (et des départements) calculée en fonction du nombre de projets antérieurs, les auteurs identifient une forte corrélation entre l'aide et la croissance qui ne leur permet cependant pas de mettre en évidence une réelle relation causale sur le court-terme. S'ils encouragent le recours à ces données désagrégées d'aide et de croissance, les auteurs justifient l'absence d'impact de l'aide par les limites inhérentes à ces données géo-référencées qui ne capturent qu'une faible proportion de l'aide totale allouée aux pays en développement.

Dans la continuité de Dreher & Lohmann (2015), Civelli et al. (2018) s'intéressent également à la relation aide-croissance mais dans une perspective de plus long terme et s'appuient sur les études antérieures, notamment celles de Nowak-Lehman et al. (2012), Arndt et al. (2014) et Lof & Tarp (2014), portant également sur l'impact de long-terme de l'aide, mais qui conservent néanmoins une approche macroéconomique dans l'étude de cette relation. Si les résultats de Nowak-Lehman et al. (2012) suggèrent qu'en moyenne l'aide ne contribue pas significativement à accroître le taux de croissance du PIB par habitant dans les pays récipiendaires, indépendamment de la proportion d'aide reçue et du niveau de développement économique et social, ou encore de leur emplacement géographique, les auteurs soulignent néanmoins la capacité de l'aide à favoriser l'investissement domestique mais identifient également ses effets d'éviction sur l'épargne domestique, mettant ainsi à mal la spirale épargne-investissement, prérequis du processus d'accumulation du capital et du cercle vertueux de la croissance. Cependant, ces résultats restent contestés par les apports de Lof & Tarp (2014), qui en répliquant l'analyse de Nowak-Lehman et al. (2012) et en corrigeant des biais économétriques potentiels, parviennent à identifier un effet positif de l'aide sur la croissance, en moyenne, et sur le même échantillon d'étude. Ces résultats, déjà observés sur un sous-échantillon de pays africains par Juselius et al. (2013), sont également corroborés par Arndt et al. (2014), qui mettent en lumière les canaux par lesquels l'aide favorise la croissance sur le long terme tels que l'accumulation de capital physique et humain rendu possible par la transformation structurelle des pays récipiendaires d'une économie majoritairement fondée sur le secteur primaire vers une économie davantage portée sur l'industrie et les services.

Dans cette veine, et à l'aide des données d'intensité lumineuse et des données géo-référencées de projets d'aide de la Banque mondiale, Civelli et al. (2018) évaluent donc une nouvelle fois cette relation, mais à un niveau géographique beaucoup plus désagrégé en se concentrant essentiellement sur le cas de l'Ouganda. Leurs résultats suggèrent que l'aide reçue a eu un impact positif et significatif sur la croissance de la luminosité de nuit au niveau des régions Ougandaises mais également des départements, et que cet effet tend à perdurer sur le moyen/long-terme, même si les implications en termes de développement économique restent, selon les auteurs, relativement modestes.

2. Dépasser la moyenne : hétérogénéité microéconomique de la relation aide-croissance

Si les travaux présentés ci-dessus échouent, une fois de plus, à dégager un consensus quant à l'impact de l'aide sur la croissance, ils soulignent le potentiel des données désagrégées pour étudier les contributions de l'aide et notamment dépasser l'effet moyen à travers des analyses d'hétérogénéité. En mobilisant les données d'enquêtes conduites auprès de firmes formelles dans les pays en développement (*World Bank Enterprise Surveys*), Chauvet & Ehrhart (2018) montrent, qu'en moyenne, les montants d'aide totaux reçus par les pays récipiendaires tendent à accélérer la croissance du secteur privé formalisé. Compte tenu des informations disponibles dans ces enquêtes et en utilisant des données d'aide sectorielle mises à disposition par les bases de données du CAD, les auteures s'appuient sur les caractéristiques de firmes pour examiner l'effet hétérogène de l'aide en fonction du degré de dépendance des entreprises à certains facteurs intervenant dans leur processus de production. Leurs résultats soulignent ainsi, qu'au-delà de la contribution moyenne et positive de l'aide sur la croissance de ces firmes, celles qui sont structurellement dépendantes des infrastructures de transport et d'électricité tendent à bénéficier davantage des montants d'aide et notamment de l'aide dédiée au secteur de l'énergie et des transports. Plus récemment, Ndikumana (2022) met également en exergue les effets positifs de l'aide à destination du secteur manufacturier sur la croissance de ce secteur, dans les pays d'Afrique et sur la période 2000-2013, soulignant au passage les effets complémentaires de l'aide allouée aux secteurs des services et des infrastructures. Ces travaux issus de données beaucoup plus désagrégées, permettent ainsi d'ouvrir la boîte noire de la relation aide-croissance et d'apprécier les canaux plus subtils par lesquels l'aide participe à l'accumulation de la valeur ajoutée.

Plus récemment, et dans une perspective purement méthodologique, de nouvelles méthodes se sont montrées efficaces dans l'identification encore plus précise des secteurs de destination des flux extérieurs pour le développement. En effet, Toetzke (2022) propose un dispositif fondé sur le *machine learning* et l'analyse textuelle capable d'identifier de façon plus précise l'objet des projets d'aide financés par les bailleurs officiels, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles recherches sur l'apport de ces flux dans la transformation structurelle des pays récipiendaires.

3. Hétérogénéité des donateurs : la Chine sous surveillance

L'effort colossal déployé par *AidData* dans la localisation des projets d'aide chinoise, dont plusieurs chercheurs sont à l'origine tels que Dreher, Fuchs, Tierney et Parks, a donné lieu à de nombreux travaux sur l'efficacité de l'aide chinoise dans les pays récipiendaires, notamment en Afrique. Régulièrement accusée de ponctionner les ressources naturelles de certains Etats du continent en échange de soutiens financiers concessionnels, l'aide du premier bailleur officiel (Horn et al., 2021) a ainsi été passée au crible par la littérature académique afin de statuer quant à ses effets sur la croissance des pays récipiendaires, mais également leur qualité institutionnelle, ou encore leur performance en termes de développement humain. Dans une récente méta-analyse Mandon & Woldemichael (2022) montrent ainsi que contrairement aux préjugés, les projets d'aide chinoise ont, en moyenne, plutôt bénéficié à la croissance nationale (Dreher et al., 2021) et sous-nationale (Xu et al., 2020; Dreher et al., 2021) des pays récipiendaires, et ce à travers les financements d'infrastructures et de projets de connectivité et de transport plutôt que d'aide aux secteurs sociaux (Xu et al., 2020). En effet, selon Marchesi et al. (2021), les projets d'aide chinoise encourageraient la

croissance des entreprises formelles, et notamment celles relativement déconnectées des zones d'activité et pour lesquelles les contraintes structurelles à l'essor de leurs activités (notamment le manque d'infrastructures de transport) sont le plus marquées. Enfin, d'après Bluhm et al. (2018), les projets financés par la Chine (concessionnels et non-concessionnels) contribueraient aussi à la réduction des inégalités intra-pays des états récipiendaires.

Par ailleurs, l'aide chinoise, pour laquelle les conditionnalités quant à son utilisation sont quasi inexistantes, a été montrée comme étant sujette à des détournements par les décideurs à des fins politiques, leur permettant de favoriser leur région d'origine (Dreher et al., 2019) et ce d'autant plus à l'approche d'élections particulièrement indécises. Toutefois, ce favoritisme ne semble pas réduire l'efficacité des projets d'aide sur le développement local (Dreher et al. 2021).

Ces études sur la relation aide-croissance propre à la Chine soulignent ainsi de façon relativement consensuelle un impact positif des financements officiels chinois sur le développement économique des pays récipiendaires, et ouvre la voie à de nouvelles recherches mobilisant les données de projets géo-référencés d'aide financés par un ensemble plus large de donateurs, notamment ceux considérés comme « émergents » tels que l'Inde, la Russie, ou encore le Brésil qui permettront là aussi de nuancer l'efficacité de l'aide sur la croissance, en fonction de l'origine des donateurs, mais surtout de leur idéologie de coopération internationale, ces derniers appartenant au groupe des bailleurs dits « non-alignés » de par leur volonté de s'émanciper des principes du CAD et de l'OCDE.

IV. Au-delà de la croissance

Bien que la croissance économique ait souvent été au cœur de la littérature sur l'efficacité de l'aide, l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 a changé la donne et conduit de nombreux économistes à dépasser le cadre restrictif de la croissance comme seule variable d'intérêt pour évaluer l'efficacité de l'aide. De plus en plus d'études examinant l'effet de l'aide publique au développement sur différents indicateurs de développement humain ont ainsi vu le jour, conduisant à identifier les contributions positives de certains types d'aide sectorielles, sur des sous-groupes spécifiques de populations ciblées. Qui plus est, le nouvel agenda du développement durable et ses implications sur l'augmentation nécessaire des flux d'aide, ainsi que la disponibilité de données très fines sur l'aide et les indicateurs sociaux ont ravivé ces débats, donnant lieu à une nouvelle vague d'études plus robustes d'un point de vue de l'identification causale, mais aussi plus tranchées quant à l'efficacité de l'aide et à l'hétérogénéité de ses effets.

1. L'impact de l'aide sur le développement humain

Dans un premier temps, plusieurs études ont tenté d'évaluer les effets de l'aide sur différents types d'indicateurs de développement humain tels que la santé maternelle, la mortalité infantile, la scolarisation, ou encore la pauvreté ou les inégalités, mais en privilégiant toujours une approche très agrégée de ces questions, étudiées à l'aide d'indicateurs mesurés à l'échelle du pays. Un premier raffinement méthodologique a néanmoins été apporté via l'utilisation de données d'aide sectorielle, notamment celle spécifique à la santé et l'éducation. Plusieurs études ont ainsi démontré que l'aide

à la santé avait permis, en moyenne, d'améliorer certains indicateurs sanitaires comme la mortalité infantile (Mishra & Newhouse, 2009 ; Chauvet et al., 2013), la prévalence du VIH (Yogo & Mallaye, 2015), ou encore la santé maternelle et reproductive (Taylor et al., 2013), la magnitude de ces améliorations restant cependant dépendante des échantillons considérés et en deçà des attentes des OMD.

Depuis, de nouvelles études faisant appel aux données géo-référencées d'aide et d'enquêtes ménages ont été publiées, permettant ainsi de surpasser les problèmes économétriques propres à la modélisation macro-économétrique, et surtout d'identifier les canaux de transmission de l'aide sur la santé des individus ciblés par ces financements. Néanmoins, seules quelques études examinent cette relation au sein d'un ensemble de pays en développement. A titre d'exemple celle de Bendavid (2013) conduite sur un échantillon de 49 pays récipiendaires mobilise les données DHS et observe une réduction significative mais faible du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans consécutivement à une augmentation de l'aide à la santé. Les autres études se concentrent quant à elles le plus souvent sur un seul pays. Ainsi, Durevall & Isaksson (2022), s'appuient-ils sur la distribution spatiale des projets d'aide mis en place au Malawi ainsi que sur des données d'enquêtes géo-référencées afin d'identifier l'impact local de l'aide sur le retard de croissance des enfants. Les auteurs observent que l'aide permet de réduire les retards de croissance dus à la malnutrition, notamment lorsque les enfants sont exposés aux projets d'aide dès leur plus jeune âge, et en particulier lorsque ces projets sont financés par les bailleurs multilatéraux et ciblent en priorité le développement rural, les infrastructures et l'éducation. Ces résultats complètent ceux de De & Becker (2015) et de Marty et al. (2017) qui soulignent l'efficacité de l'aide à la santé et à l'accès à l'eau sur la réduction des maladies sévères (comme la malaria) au Malawi, tout comme le démontre Odokonyero et al. (2015) dans le cas de l'Ouganda. Des effets similaires sont aussi mis en lumière par Kotsadam et al. (2018) dans le contexte du Nigéria, où l'aide semble également favoriser la réduction d'inégalités de santé, avec un effet plus prononcé dans les ménages issus des groupes ethniques ou religieux moins favorisés, ou encore très éloignés des centres urbains. Néanmoins les auteurs soulignent aussi un biais de sélection prononcé de ces flux d'aide qui tendent à se diriger vers les régions enregistrant, en moyenne, un taux de mortalité infantile plus faible et qui n'atteignent donc pas les individus les plus pauvres, comme démontré par Briggs (2018) dans le cas de l'aide fournie par la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement auprès de 17 pays Africains.

Enfin des études similaires se sont concentrées sur l'impact spécifique de l'aide chinoise et ont mis en exergue l'impact de ces projets sur la baisse de la mortalité infantile au niveau national (Cruzatti et al. 2023) ainsi qu'au niveau local (Martorano et al., 2020) mais uniquement pour les localités ayant reçu peu de projets d'aide chinoise, suggérant ainsi l'apparition d'effets de seuil.

En parallèle de ces impacts de l'aide, relativement consensuels, sur l'amélioration des indicateurs de santé dans les pays récipiendaires, d'autres études, nombreuses, se sont intéressées aux effets sur l'éducation. L'article de Riddell & Nino-Zarazua (2016) résume les apports de ces travaux qui soulignent dans une assez large majorité la capacité de l'aide publique au développement, notamment celle à destination du secteur éducatif et en particulier l'aide dédiée aux infrastructures et aux programmes éducatifs (Birchler & Michaelowa, 2016), à améliorer les taux de scolarisation des populations ciblées, notamment aux niveaux les plus élémentaires (éducation de base, école primaire). Néanmoins, les auteurs soulignent aussi, la trop grande focalisation des agences de développement sur ces indicateurs de scolarisation, dont les résultats sont certes palpables sur le très-court terme mais qui ne garantissent pas une réelle amélioration de la qualité de l'offre

éducative, qui selon la littérature existante, ne semble que marginalement impactée par l'aide publique au développement. Ces effets sont aussi relevés pour le cas spécifique de l'aide chinoise (Martorano et al. 2020), en particulier celle portant sur des projets sociaux de court-moyen terme.

2. L'impact de l'aide sur la gouvernance des pays récipiendaires

Contrairement aux OMD, la promotion de la bonne gouvernance, de la paix et de la justice figure parmi les Objectifs du Développement Durable (ODD) et occupe une place centrale dans l'économie du développement depuis l'émergence de la nouvelle économie institutionnelle et d'études significatives sur le rôle des institutions dans le processus de croissance et de progrès social. Si l'impact de l'aide sur la démocratie a d'ores et déjà été documenté, un regain d'intérêt pour ces questions a émergé à la fin des années 2010. Grâce à l'expansion des enquêtes *Afrobarometer* portant sur les perceptions individuelles des institutions des pays en développement les économistes se sont alors intéressés à l'impact de l'aide sur les relations entre Etats et individus.

En combinant les données géo-référencées d'enquêtes d'opinion d'*Afrobarometer* à celles de projets d'aide financés par la Banque mondiale et la Chine, Knutsen & Kotsadam (2020) étudient l'impact de l'aide sur le soutien à la réélection du président sortant dans une trentaine de pays Africains. Selon eux, l'aide internationale perçue par l'administration centrale pourrait être redirigée vers les régions les plus partisans (ou d'attache) du candidat sortant (comme démontré par Hodler & Raschky, 2014 ou encore par Dreher et al. (2019) dans le cas de l'aide chinoise) ou vers d'autres régions à des fins de clientélisme et d'achat de votes, notamment dans les Etats aux faibles contre-pouvoirs, avec pour objectif de renforcer le soutien des citoyens au candidat sortant. L'aide pourrait cependant avoir des effets opposés en réduisant la légitimité et l'autonomie de l'Etat perçues par les citoyens des pays récipiendaires. Contrairement aux études de Briggs (2018) et Watkins (2020) conduites sur un échantillon de trois pays et qui observent un effet négatif de l'aide sur le soutien politique, les résultats de Knutsen & Kotsadam (2020) tendent à confirmer la première hypothèse puisque les individus exposés aux projets d'aide de la Banque mondiale reportent, en moyenne, une plus grande confiance envers le président sortant, et *in fine* une adhésion plus marquée dans les urnes. Ces effets semblent en revanche se cantonner à l'aide multilatérale puisque l'exposition aux projets d'aide chinoise ne semble pas influencer l'approbation du candidat sortant. Ce dernier résultat est contraire à celui de Atitianti (2022) qui remarque un déclin de la confiance envers les officiels nationaux, perçus, en présence d'importants projets chinois, comme potentiellement plus corrompus. Les conclusions quant à ces effets restent relativement fragiles puisque Blair & Roessler (2018) à l'aide des mêmes données géo-référencées mais également d'expérimentations et de jeux comportementaux ne parviennent pas à identifier un quelconque impact de l'aide chinoise sur la défiance citoyenne vis-à-vis des institutions locales.

Accusée de soutenir financièrement et diplomatiquement les régimes autocratiques à travers sa politique de coopération et de développement, les effets de l'aide chinoise sur la gouvernance des pays récipiendaires ont été bien plus examinés que ceux propres aux autres bailleurs. Si ces accusations ne semblent pas être fondées dans le cadre de l'allocation géographique de l'aide (mais un peu plus pour ce qui relève des financements officiels non-concessionnels (Dreher et al., 2018)), plusieurs études mettent en lumière l'impact négatif des projets d'aide chinoise sur la corruption locale (Brazys et al., 2017 ; Isaksson and Kotsadam, 2018) ainsi que sur le taux de criminalité (Appiah-

Kubi & Jarrett, 2022), même si ces derniers ne semblent pas entacher la perception des populations vis-à-vis de l'assistance chinoise en elle-même (Xu & Zhang, 2020).

3. L'aide comme instrument de lutte et d'adaptation aux changements climatiques ?

En parallèle de ces objectifs économiques et sociaux, les enjeux environnementaux, de par leur dimension globale, ont accaparé les débats au sein de la communauté internationale depuis une vingtaine d'années et ont pris de plus en plus d'ampleur dans les politiques de coopération et de développement. A titre d'exemple, et malgré leur introduction en 1998 suite à la convention de Rio sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification, la grande majorité des projets d'aide financés par les bailleurs officiels reporte aujourd'hui (et ce depuis une dizaine d'années) un marqueur explicitant dans quelle mesure l'objet du projet cible les enjeux environnementaux dans les pays récipiendaires. Deux types de marqueurs ont ainsi été développés : i) les marqueurs reflétant les flux officiels dédiés à l'adaptation dont l'objectif est de financer des pratiques plus résilientes (comme, et à titre d'exemples, dans l'agriculture ou dans l'utilisation de l'eau et des ressources écosystémiques) et, ii) les marqueurs capturant les financements dédiés à l'atténuation (*mitigation*) ayant pour but de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, via la promotion de leur réduction dans les pays récipiendaires à l'aide notamment du développement des énergies renouvelables.

Ces efforts d'identification des projets, couplés aux efforts d'harmonisation et de mise à disposition des données d'aide sectorielles, ont ainsi poussé les économistes à aborder l'efficacité de l'aide sur la croissance sous un prisme plus qualitatif, porté sur la soutenabilité environnementale du processus d'accumulation du capital. Les premières études ont alors mis en lumière des résultats plutôt décevants. Sans se limiter à l'aide climatique², Arvin et al. (2006) ont en effet montré qu'une augmentation de l'aide contribuait à accentuer les émissions de GES, et notamment de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant dans les pays récipiendaires. A l'aide de modèles de séries temporelles, les résultats soutiennent l'existence de cette relation pour différents pays bénéficiaires d'aide, en particulier les pays à revenu intermédiaire (même si l'effet de l'aide sur les émissions de CO₂ s'observe également dans des pays à faible revenu). Cependant, en corrigeant les biais d'endogénéité de l'étude précédente, et en se limitant à l'aide bilatérale, Arvin & Lew (2009) observent quelques années plus tard que si une plus forte réduction de GES dans les pays en développement n'est pas récompensée par davantage d'aide bilatérale, ces aides conduisent au contraire à réduire les niveaux de CO₂ par habitant. Selon Kretschmer et al. (2013), cela pourrait s'expliquer par la contribution de l'aide à une plus faible intensité énergétique du PIB, même si d'après leurs résultats, cette diminution ne semble pas provenir d'une réduction de l'intensité carbone. Lim et al. (2015) affinent cependant ces résultats en examinant les effets non-linéaires de l'aide, dont la contribution à la diminution des GES semble s'affaiblir lorsque les pays récipiendaires sont fortement intégrés au processus de globalisation, à travers leurs exportations et les IDE, reflétant ainsi, en partie, les résultats d'Arvin & Lew (2009).

Si ces premières études parviennent difficilement à un consensus sur l'impact de l'aide globale, les analyses plus récentes, mobilisent davantage les données sectorielles d'aide afin d'isoler l'effet

² L'aide dédiée à l'adaptation ou à l'atténuation, comme explicité ci-dessus, ou à des secteurs à forte portée environnementale comme les énergies renouvelables.

propre à l'aide climatique. Alors que Battacharya et al. (2016) soulignent l'absence d'effet de l'aide climatique sur les émissions de GES, et que Gavard & Schoch (2021) observent une hausse des émissions suite aux flux d'aide, Lee & al. (2022) et surtout Djoundourian et al. (2022) en utilisant des techniques économétriques moins sujettes à l'endogénéité, concluent à un impact significatif des flux officiels dédiés au climat sur la réduction des émissions dans les pays récipiendaires, et notamment de ceux destinés à financer les actions d'atténuation plutôt que d'adaptation. Néanmoins, les variables considérées ne permettent pas de savoir si l'effet provient des flux officiels concessionnels (c'est-à-dire de l'aide publique au développement) ou de ceux dits « commerciaux » et comprenant un élément-don inférieur. Kablan & Chouard (2022) apportent en revanche une preuve empirique de la capacité de l'aide climatique à réduire les émissions de CO₂, qui selon les auteures, reste faible et ne semble être que transitoire, les pays bénéficiaires favorisant l'efficacité économique de l'aide à son efficacité environnementale.

De nouvelles études sur ce sujet sont encore nécessaires afin de comprendre les mécanismes ainsi que les contraintes potentielles à l'efficacité de l'aide sur la soutenabilité du processus de croissance. Alors que les analyses exposées ci-dessus semblent ouvrir quelques pistes de réflexion quant aux facteurs d'efficacité de l'aide climatique, d'autres études soulignent l'allocation discutable de cette forme d'aide, qui même si elle tend à davantage se diriger vers les pays les plus exposés au changement climatique (Betzold & Weiler, 2017 ; Weiler et al., 2018) comme les petits Etats insulaires (Robinson & Dornan, 2017), reste encore très fortement distribuée en fonction des intérêts des pays donateurs (Weiler et al., 2018 ; Bayramoglu et al., 2022).

Dans la continuité justement de l'émergence de données spécifiques à certains donateurs, comme la Chine, des études ont adoptées une approche plus microéconomique de l'efficacité environnementale de l'aide. En agrégeant les données d'aide climatique au niveau pays et en se concentrant sur les pays localisés sur les nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*), Zeng et al. (2022) montrent ainsi que les projets d'aide ciblant l'atténuation des émissions ont été plutôt efficaces dans les pays récipiendaires en contribuant à la fois à diminuer les émissions carbone et en promouvant les énergies renouvelables, optimisant ainsi la structure énergétique de ces pays. Malgré ces effets positifs sur l'environnement, l'aide chinoise reste cependant critiquée pour ses impacts supposés néfastes sur la biodiversité et notamment le couvert forestier. Les quelques études se penchant sur ce sujet contredisent ces *a priori* et concluent plutôt à un impact positif ou non-significatif des projets d'aide chinoise dans certains pays récipiendaires comme le Cambodge, le Burundi ou encore le Rwanda, même si un taux de déforestation plus rapide autour de ces projets est observé en Tanzanie (Marty et al., 2019 ; BenYishay et al., 2016).

Enfin, de très récentes analyses mobilisent des données d'enquêtes auprès de ménages qu'elles mettent en relation avec les projets d'aide climatique afin d'observer si ces projets conduisent à observer des effets plus microéconomiques. Ainsi Muyanyi & Churchill (2022) et Chapel (2022) soulignent respectivement la capacité de l'aide globale, et notamment de l'aide climatique financée par la Banque mondiale pour Chapel (2022), à diminuer la pauvreté énergétique des ménages sénégalais, et à améliorer le réseau d'électrification dans les pays d'Afrique sub-saharienne, et notamment au sein des communautés rurales structurellement moins bien desservies en électricité.

V. Conclusion

Le débat sur l'efficacité de l'aide avance, mais n'est pas clos. La difficulté que rencontrent les chercheurs se prêtant à l'exercice est celle des « conséquences inattendues » ou « dommages collatéraux ». S'il semble que l'aide à la santé améliore la santé des enfants, que l'aide à l'éducation éduque les enfants, que l'aide aux infrastructures désenclave les populations et que l'aide aux énergies renouvelables diminue les émissions de GES, il demeure possible qu'en visant des populations et des régions spécifiques elle permette à un gouvernement corrompu de rester au pouvoir ou à des entreprises connectées de distordre le fonctionnement concurrentiel du marché. Si la richesse des nouvelles données et les améliorations méthodologiques permettent de mieux évaluer l'impact attendu de l'aide, il reste difficile d'en évaluer les « conséquences inattendues ». Il n'est pas impossible que le nœud du paradoxe micro-macro, que l'on pensait longtemps provenir de problèmes de mesure ou de fiabilité des données et des méthodes, soit en réalité issu de ces effets inattendus de l'aide. Les perspectives de recherche dans ce domaine sont vastes et pourront s'appuyer sur les innovations méthodologiques des décennies passées, ainsi que sur les perspectives ouvertes, entre autres par les méthodes d'analyses textuelles dans l'utilisation de nouvelles sources d'informations quantitatives. Il s'agira de mieux cerner l'économie politique de l'aide, et notamment de l'aide climatique, afin d'améliorer notre compréhension des facteurs d'efficacité et d'inefficacité de l'aide.

Bibliographie

- Appiah-Kubi, M., & Jarrett, J. (2022). Chinese aid and crime: Evidence from Africa. *Journal of International Development*.
- Arndt, C., Jones, S., & Tarp, F. (2015). Assessing foreign aid's long-run contribution to growth and development. *World Development*, 69, 6-18.
- Arvin, B. M., Dabir-Alai, P., & Lew, B. (2006). Does foreign aid affect the environment in developing economies? *Journal of Economic Development*, 31(1), 63.
- Arvin, B. M., & Lew, B. (2009). Foreign aid and ecological outcomes in poorer countries: an empirical analysis. *Applied Economics Letters*, 16(3), 295-299.
- Askarov, Z., & Doucouliagos, H. (2015). Development aid and growth in transition countries. *World development*, 66, 383-399.
- Atitianti, P. A. (2023). *The impact of Chinese aid on political trust*. *Journal of International Development*, 35(2), 233-259.
- Bayramoglu, B., Jacques, J. F., Nedoncelle, C., & Neumann-Noel, L. (2023). International climate aid and trade. *Journal of Environmental Economics and Management*, 117, 102748.
- Bandyopadhyay, S., Lahiri, S., & Younas, J. (2015). Financing growth through foreign aid and private foreign loans: Nonlinearities and complementarities. *Journal of International Money and Finance*, 56, 75-96.
- BenYishay, A., Parks, B., Runfola, D., & Trichler, R. (2016, December). Forest cover impacts of Chinese development projects in ecologically sensitive areas. In Sais cari 2016 conference. october (pp. 13-14).
- Betzold, C., & Weiler, F. (2017). Allocation of aid for adaptation to climate change: Do vulnerable countries receive more support?. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 17, 17-36.
- Bhattacharyya, S., Intartaglia, M., & Mckay, A. (2016). Does climate aid affect emissions? Evidence from a global dataset.
- Bendavid, E. (2014). Is health aid reaching the poor? Analysis of household data from aid recipient countries. *PLoS One*, 9(1), e84025.
- Birchler, K., & Michaelowa, K. (2016). Making aid work for education in developing countries: An analysis of aid effectiveness for primary education coverage and quality. *International Journal of Educational Development*, 48, 37-52.
- Blair, R. A., & Roessler, P. (2018). The effects of Chinese aid on state legitimacy in Africa: cross-national and sub-national evidence from surveys, survey experiments, and behavioral games. *Secondary The Effects of Chinese Aid on State Legitimacy in Africa: Cross-National and Sub-National Evidence from Surveys, Survey Experiments, and Behavioral Games*.
- Bluhm, R., Dreher, A., Fuchs, A., Parks, B., Strange, A., & Tierney, M. J. (2018). Connective financing: Chinese infrastructure projects and the diffusion of economic activity in developing countries.
- Boudreaux, C. J., Jha, A., & Escaleras, M. (2022). Weathering the storm: How foreign aid and institutions affect entrepreneurship activity following natural disasters. *Entrepreneurship Theory and Practice*, 46(6), 1843-1868.

- Boone P., 1996. Politics and the Effectiveness of Foreign Aid. *European Economic Review* 40, 289-329.
- Bruckner M., 2013. On the simultaneity problem in the aid and growth debate. *Journal of Applied Econometrics* 28, 126-150.
- Brazys, S., Elkind, J. A., & Kelly, G. (2017). Bad neighbors? How co-located Chinese and World Bank development projects impact local corruption in Tanzania. *The Review of International Organizations*, 12(2), 227-253.
- Briggs, R. C. (2018). Poor targeting: A gridded spatial analysis of the degree to which aid reaches the poor in Africa. *World Development*, 103, 133-148.
- Burnside C. and D. Dollar, 2000. Aid, Policies and Growth. *American Economic Review* 90, 847-868.
- Burnside C. and D. Dollar, 1997. *Aid, Policies and Growth*. Policy Research Working Paper 1777, World Bank Development Research Group, Washington D.C.
- Busse, M., Erdogan, C., & Mühlen, H. (2016). China's impact on Africa—The role of trade, FDI and aid. *Kyklos*, 69(2), 228-262.
- Civelli, A., Horowitz, A., & Teixeira, A. (2018). Foreign aid and growth: A Sp P-VAR analysis using satellite sub-national data for Uganda. *Journal of Development Economics*, 134, 50-67.
- Chapel, C. (2022). Impact of official development assistance projects for renewable energy on electrification in sub-Saharan Africa. *World Development*, 152, 105784.
- Chauvet L. & P. Guillaumont, 2009. Aid, Volatility, and Growth Again: When Aid Volatility Matters and When it Does Not, *Review of Development Economics*, vol. 13(3), pages 452-463.
- Chauvet, L., Gubert, F., & Mesplé-Somps, S. (2013). Aid, remittances, medical brain drain and child mortality: Evidence using inter and intra-country data. *The Journal of Development Studies*, 49(6), 801-818.
- Chauvet L., 2015. On the Heterogenous Impact of Aid on Growth. A Review of the Evidence. In *Handbook on the economics of foreign aid*, Edité par B.M. Arvin and B. Lew, Edward Elgar Publishing, 2015.
- Chauvet, L., & Ehrhart, H. (2018). Aid and growth: evidence from firm-level data. *Journal of Development Economics*, 135, 461-477.
- Cogneau D. and J-D. Naudet, 2007. Who Deserves Aid? Equality of Opportunity, International Aid and Poverty Reduction. *World Development* 35, 104-120.
- Collier P. and D. Dollar, 2001. Can the World Cut Poverty in Half? How Policy Reform and Effective Aid Can Meet International Development Goals. *World Development* 29, 1787-1802.
- Collier P. and D. Dollar, 2002. Aid Allocation and Poverty Reduction. *European Economic Review* 45, 1470.
- Collier P. and J. Dehn, 2001. *Aid, Shocks and Growth*. World Bank, Development Research Group, Washington D.C.
- Collier P. and A. Hoeffler, 2004. Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies. *European Economic Review* 48, 1125-1145.
- Cruzatti, J., Dreher, A., & Matzat, J. (2023). Chinese aid and health at the country and local level. *World Development*, 167, 106214.

De, R., & Becker, C. (2015). The foreign aid effectiveness debate: Evidence from Malawi. Online], vol. March, no. Working Paper, 6.

Deaton A., 2010, Instruments, Randomization, and Learning about Development, *Journal of Economic Literature* 48(2), 424-455.

Djoundourian, S., Marrouch, W., & Sayour, N. (2022). Adaptation Funding and Greenhouse Gas Emissions: Halo Effect or Complacency?. *The Energy Journal*, 43(4).

Dreher, A., & Lohmann, S. (2015). Aid and growth at the regional level. *Oxford Review of Economic Policy*, 31(3-4), 420-446.

Dreher, A., Fuchs, A., Parks, B., Strange, A. M., & Tierney, M. J. (2018). Apples and dragon fruits: The determinants of aid and other forms of state financing from China to Africa. *International Studies Quarterly*, 62(1), 182-194.

Dreher, A., Fuchs, A., Hodler, R., Parks, B. C., Raschky, P. A., & Tierney, M. J. (2019). African leaders and the geography of China's foreign assistance. *Journal of Development Economics*, 140, 44-71.

Dreher, A., Fuchs, A., Parks, B., Strange, A., & Tierney, M. J. (2021). Aid, China, and growth: Evidence from a new global development finance dataset. *American Economic Journal: Economic Policy*, 13(2), 135-74.

Durevall, D., & Isaksson, A. S. (2022). Aid and child health: Local effects of aid on stunting in Malawi.

Easterly W., R. Levine and D. Roodman, 2004. New Data, New Doubts: A Comment on Burnside and Dollar's 'Aid, Policies, and Growth,' *American Economic Review* 94.

Galiani, S. S. Knack, L. C. Xu, B. Zou, 2017. The effect of aid on growth. Evidence from a quasi-experiment. *Journal of Economic Growth* 22, 1-33.

Gavard, C., & Schoch, N. (2021). Climate finance and emission reductions: What do the last twenty years tell us?. ZEW-Centre for European Economic Research Discussion Paper, (21-014). :

Guillaumont P. et L. Chauvet, 2001. Aid and Performance: A Reassessment. *Journal of Development Studies* 37, 66-92.

Guillaumont, P., S. Guillaumont Jeanneney (2010). "Big Push versus Absorptive Capacity. How to Reconcile the Two Approaches". In Mavrotas (edr), *Foreign Aid for Development*, Oxford University Press, 297-320.

Guillaumont P. & L. Wagner, (2014). Aid Effectiveness for Poverty Reduction: Lessons from Cross-country Analyses, with a Special Focus on Vulnerable Countries", *Revue d'économie du développement*, vol. 22(HS01), pages 217-261.

Guillaumont, P., Guillaumont Jeanneney, S. & Wagner, L., (2017). How to Take into Account Vulnerability in Aid Allocation Criteria and Lack of Human Capital as Well: Improving the Performance Based Allocation, *World Development*, vol. 90(C), pages 27-40.

Guillaumont, P., Nguyen-Van, P., Pham, T. K. C., & Wagner, L. (2023). Equal opportunity and poverty reduction: How should aid be allocated? *Review of Development Economics*, 27(1), 550– 607.

Hansen, H. & F. Tarp, (2000). "Aid Effectiveness Disputed". *Journal of International Development*, 12(3): 375 –98.

Hodler, R., & Raschky, P. A. (2014). Regional favoritism. *The Quarterly Journal of Economics*, 129(2), 995-1033.

- Horn, S., Reinhart, C. M., & Trebesch, C. (2021). China's overseas lending. *Journal of International Economics*, 133, 103539
- Isaksson, A. S., & Kotsadam, A. (2018). Chinese aid and local corruption. *Journal of Public Economics*, 159, 146-159.
- Juselius, K., Møller, N. F., & Tarp, F. (2014). The long-run impact of foreign aid in 36 African countries: Insights from multivariate time series analysis. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 76(2), 153-184.
- Knutsen, T., & Kotsadam, A. (2020). The political economy of aid allocation: Aid and incumbency at the local level in Sub Saharan Africa. *World Development*, 127, 104729.
- Kosack S., 2003. Effective Aid: How Democracy Allows Development Aid to Improve the Quality of Life, *World Development* 31(1).
- Kotsadam, A., Østby, G., Rustad, S. A., Tollefsen, A. F., & Urdal, H. (2018). Development aid and infant mortality. Micro-level evidence from Nigeria. *World Development*, 105, 59-69.
- Kretschmer, B., Hübler, M., & Nunnenkamp, P. (2013). Does foreign aid reduce energy and carbon intensities of developing economies?. *Journal of International Development*, 25(1), 67-91.
- Llavador H. G. and J.E. Roemer, 2001. An Equal-opportunity Approach to the Allocation of International Aid. *Journal of Development Economics* 64, 147-171.
- Lee, C. C., Li, X., Yu, C. H., & Zhao, J. (2022). The contribution of climate finance toward environmental sustainability: New global evidence. *Energy Economics*, 111, 106072.
- Lim, S., Menaldo, V., & Prakash, A. (2015). Foreign aid, economic globalization, and pollution. *Policy Sciences*, 48, 181-205.
- Lof, M., Mekasha, T. J., & Tarp, F. (2015). Aid and income: Another time-series perspective. *World Development*, 69, 19-30.
- Mandon, P., & Woldemichael, M. T. (2023). Has Chinese aid benefited recipient countries? Evidence from a meta-regression analysis. *World Development*, 166, 106211.
- Marchesi, S., Masi, T., & Paul, S. (2021). Project aid and firm performance. University of Milan Bicocca Department of Economics, Management and Statistics Working Paper, (479).
- Martorano, B., Metzger, L., & Sanfilippo, M. (2020). Chinese development assistance and household welfare in sub-Saharan Africa. *World Development*, 129, 104909.
- Marty, R., Goodman, S., LeFew, M., Dolan, C., BenYishay, A., & Runfola, D. (2019). Assessing the causal impact of Chinese aid on vegetative land cover in Burundi and Rwanda under conditions of spatial imprecision. *Development Engineering*, 4, 100038.
- Marty, R., Dolan, C. B., Leu, M., & Runfola, D. (2017). Taking the health aid debate to the subnational level: the impact and allocation of foreign health aid in Malawi. *BMJ Global Health*, 2(1), e000129.
- Maruta, A. A. (2019). Can aid for financial sector buy financial development?. *Journal of Macroeconomics*, 62, 103075.
- Mosley P., 1987. Overseas Aid : Its Defence and Reform. Wheatsheaf Books, Brighton.
- Munyanyi, M. E., & Churchill, S. A. (2022). Foreign aid and energy poverty: Sub-national evidence from Senegal. *Energy Economics*, 108, 105899.

- Ndikumana, A. (2022). *Does aid to the productive sectors cause manufacturing sector growth in Africa?* (No. 2022/22). WIDER Working Paper.
- Odokonyero, T., Ijjo, A., Marty, R., Muhumuza, T., & Moses, G. O. (2015). Subnational Perspectives on Aid Effectiveness: Impact of Aid on Health Outcomes in Uganda. *AidData Working Paper 18 (December)*.
- Rajan R. G. and A. Subramanian, 2008. Aid and Growth: What Does Cross-Country Evidence Really Show? *Review of Economics and Statistics* 90(4), 643–665 (also IMF working paper, 2005)
- Robinson, S. A., & Dornan, M. (2017). International financing for climate change adaptation in small island developing states. *Regional Environmental Change*, 17, 1103-1115
- Taylor, E. M., Hayman, R., Crawford, F., Jeffery, P., & Smith, J. (2013). The impact of official development aid on maternal and reproductive health outcomes: a systematic review. *PLoS One*, 8(2), e56271.
- Tierney, M. J., Nielson, D. L., Hawkins, D. G., Roberts, J. T., Findley, M. G., Powers, R. M., ... & Hicks, R. L. (2011). More dollars than sense: Refining our knowledge of development finance using AidData. *World Development*, 39(11), 1891-1906.
- Toetzke, M., Banholzer, N., & Feuerriegel, S. (2022). Monitoring global development aid with machine learning. *Nature Sustainability*, 5(6), 533-541.
- Wagner L., (2014) "Identifying thresholds in aid effectiveness", *Review of World Economics*, vol.150(3), 619-638.
- Watkins, M. (2022). Foreign aid projects and trust in political institutions. *Governance*, 35(3), 909-927.
- Weiler, F., Klöck, C., & Dornan, M. (2018). Vulnerability, good governance, or donor interests? The allocation of aid for climate change adaptation. *World Development*, 104, 65-77.
- Wright J., 2008. To invest or Insure? How Authoritarian Time Horizons Impact Foreign Aid Effectiveness. *Comparative Political Studies* 41(7), 971-1000.
- Xu, Z., Zhang, Y., & Sun, Y. (2020). Will foreign aid foster economic development? Grid panel data evidence from China's aid to Africa. *Emerging Markets Finance and Trade*, 56(14), 3383-3404.
- Xu, Z. P., & Zhang, Y. (2020). Can Chinese aid win the hearts and minds of Africa's local population?. *Economic Modelling*, 90, 322-330.
- Zeng, A., Sheng, Y., Gu, B., Wang, Z., & Wang, M. (2022). The impact of climate aid on carbon emissions reduction and the role of renewable energy: evidence from the Belt and Road countries. *Environmental Science and Pollution Research*, 29(51), 77401-77417.

“Sur quoi la fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner? Sera-ce sur le caprice de chaque particulier? Quelle confusion! Sera-ce sur la justice? Il l'ignore.”

Pascal



Created in 2003 , the **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** aims to promote a fuller understanding of international economic development and the factors that influence it.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30